

CHAMBRE DES COMMUNES

Le mardi 25 février 1969

QUESTIONS ORALES

La séance est ouverte à deux heures.

L'HABITATION

AFFAIRES COURANTES

LA RÉVISION DES PROGRAMMES DE CONSTRUCTION DE LOGEMENTS SOCIAUX

[Français]

FINANCES, COMMERCE ET QUESTIONS ÉCONOMIQUES

L'hon. Robert L. Stanfield (chef de l'opposition): Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question au ministre des Transports à propos du logement, qui relève de sa compétence. A la suite de sa rencontre, au cours du week-end, avec les ministres provinciaux chargés de l'habitation, j'aimerais demander au ministre si, à la lumière des instances formulées par ces ministres, le gouvernement envisage de réexaminer la mise en veilleuse des programmes de construction de logements sociaux.

M. Gaston Clermont (Gatineau) présente le 10^e rapport du comité permanent des finances, du commerce et des questions économiques, en français et en anglais.

[Note de l'éditeur: Le texte du rapport précité figure aux Procès-Verbaux d'aujourd'hui.]

L'hon. Paul Hellyer (ministre des Transports): Monsieur l'Orateur, j'ai eu une rencontre très fructueuse avec les ministres provinciaux. Je leur ai assuré que le gouvernement canadien étudierait les questions en suspens et qu'il prendrait des décisions là-dessus le plus tôt possible et que, dès que les décisions auraient été prises, nous les en informerions immédiatement.

LES TRAVAUX DE LA CHAMBRE

[Traduction]

L'hon. Donald S. Macdonald (président du Conseil privé): Monsieur l'Orateur, j'ai un changement à annoncer à propos des travaux de la Chambre. Nous commencerons aujourd'hui par la deuxième lecture du bill omnibus relatif au Code criminel, comme je l'ai annoncé jeudi dernier, mais il y aura un changement dans l'ordre des travaux, pourvu que nous puissions en finir avec le bill. J'ai annoncé la semaine dernière que nous poursuivrions l'étude du bill relatif aux prix des médicaments, mais j'ai accepté d'en différer l'examen, à la demande du député de Peace River (M. Baldwin). Le deuxième article sera donc la troisième lecture du bill n^o C-138, tendant à modifier la loi sur les accords de Bretton Woods, et ensuite viendra la deuxième lecture du bill n^o C-172, tendant à modifier la loi sur l'administration financière.

L'hon. M. Stanfield: Monsieur l'Orateur, le ministre nous dirait-il s'il est exact que le gouvernement fédéral n'a pas voté de fonds pour les projets d'habitation publique en Ontario—je ne mentionne l'Ontario qu'à titre d'exemple—depuis deux mois, et que la mise en chantier d'un très grand nombre de logements sociaux est immobilisée dans cette province ainsi que dans d'autres provinces faute de l'approbation du gouvernement canadien.

Je dois signaler à propos du bill relatif au Code criminel et de la loi sur l'administration financière que mes collègues, le ministre de la Justice (M. Turner) et le président du Conseil du Trésor (M. Drury) ont dû, malheureusement, se rendre à Montréal pour assister aux obsèques de l'ancien député de Saint-Laurent-Saint-Georges, feu M. Claude Richardson. Ils seront de retour à la fin de l'après-midi. Le ministre de la Justice sera alors à la Chambre et participera au débat sur le Code criminel.

L'hon. M. Hellyer: Je ne saurais le dire. Certains projets ont été approuvés; d'autres sont en instance d'ici à ce que la revision de la politique soit terminée.

L'hon. M. Stanfield: Le ministre songerait-il à présenter d'ici peu un rapport à la Chambre, à l'appel des motions, au sujet de sa rencontre avec les ministres provinciaux, surtout en ce qui concerne les aspects du programme de logements où il y a conflit de compétences?

L'hon. M. Hellyer: Monsieur l'Orateur, je ne crois pas que ce soit très utile en ce moment. Il y a eu une bonne discussion. Je